

## La fermeture de l'Ambassade du Canada à Caracas marque un pas de plus dans les attaques impérialistes contre le Venezuela

La Ligue de la jeunesse communiste et le Parti communiste du Canada dénoncent conjointement la fermeture de l'Ambassade du Canada au Venezuela ainsi que le chantage diplomatique ayant forcé, en corolaire, la Chancellerie du Venezuela, à fermer ses consulats de Montréal, Toronto et Vancouver par mesure de réciprocité.

La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a justifié cette décision par le fait que le Venezuela empêcherait l'accréditation de certains diplomates. Or, cette décision n'est en rien justifiable d'un point de vue diplomatique. Il s'agit d'une décision purement politique qui vise à s'investir de plus belle dans l'agression multifacétée dont est victime le Venezuela, notamment en diabolisant le gouvernement vénézuélien afin d'éventuellement mieux justifier la nécessité d'intervenir dans ce pays.

La décision du Gouvernement du Canada s'inscrit dans une longue histoire d'ingérences et d'interventions de tous genres dans les affaires internes vénézuéliennes. Déjà à l'hiver 2015, une agente de la Gendarmerie royale, Nancy Birbeck, a pris part à une tentative de bombarder le palais présidentiel. À la fin de l'été 2017, le Canada commence à imposer des sanctions économiques dont les dernières en date l'ont été le 15 avril dernier. Ces sanctions tiennent la population en otage : des sanctions similaires imposées par les États-Unis ont coûté la vie à plus de 40 000 personnes. De plus, à la fin décembre 2017, le Canada déclare *persona non grata* et expulse l'Ambassadeur vénézuélien du pays. En janvier 2019, le gouvernement du Canada pousse le ridicule jusqu'à reconnaître un membre jusque-là inconnu de la frange la plus violente de l'opposition vénézuélienne, Juan Guaidó, comme Président parallèle du pays et ce, en dépit d'élections tenues en mai 2018 dont tous les rapports soulignent la régularité du scrutin.

Devant une telle liste d'exemples d'ingérence qui vont jusqu'à la participation à une tentative de coup d'État militaire, difficile de croire que la diplomatie vénézuélienne n'ait pu trouver de bonnes raisons pour refuser de renouveler l'accréditation de certains diplomates canadiens. Les craintes des autorités vénézuéliennes seraient d'autant plus justifiées qu'il a été révélé dernièrement que le Canada a littéralement engagé un mercenaire, Allan Culham, dont le mandat serait d'utiliser

ses contacts au Venezuela pour carrément destituer le gouvernement Maduro.

Malgré cette liste peu élogieuse, le Venezuela n'a toutefois jamais exprimé la volonté de rompre ses relations diplomatiques avec le Canada ni de fermer l'ambassade canadienne de Caracas – et ce, même si ce lieu s'est converti *de facto* en une base arrière de la branche fascisante de l'opposition vénézuélienne. Or, jamais le Venezuela n'a tenté ne serait-ce qu'une action d'ingérence à l'égard des affaires internes du Canada. La décision du gouvernement Freeland – Trudeau de « suspendre » les activités de l'ambassade canadienne dévoile une fois de plus l'hypocrisie et le double discours du Canada en matière de relations internationales. Si le Venezuela n'avait fait que le dixième de ce que le Canada a pu commettre, il y a longtemps que les relations diplomatiques auraient été rompues.

Cette escalade de tensions diplomatiques entre les deux pays s'inscrit dans un cadre plus global marqué par une croissance effrénée de l'agressivité des pays impérialistes occidentaux, en particulier des États-Unis et de ses alliés Canadiens et Européens, à l'égard non seulement du Venezuela, mais des pays et des peuples latino-américains qui osent défier la subjugation à ce système barbare pour lequel il n'existe aucun peuple, seulement des marchés et des ressources naturelles. Ce n'est effectivement pas un hasard si l'annonce de Chrystia Freeland du 2 juin dernier suit, à quelques semaines près, la fermeture du bureau d'immigration du Canada à La Havane et l'assaut contre l'ambassade vénézuélienne aux États-Unis, acte illégal que la diplomatie canadienne s'est refusé de dénoncer.

En outre, à quelques mois des élections fédérales, cette action contre le Venezuela laisse sous-entendre que le Parti libéral persiste et signe à la fois dans sa volonté d'attaquer le Venezuela et de subordonner de plus belle sa politique extérieure à celle des États-Unis de Trump.

La YCL-LJC et le PCC réitèrent leur appui au Venezuela bolivarien, à son peuple et à son gouvernement démocratiquement élu, celui de Nicolas Maduro Moros. Nous saluons également la combativité, détermination et le courage de ce peuple qui continue de se tenir debout devant un impérialisme des plus agressifs, montrant que malgré sa force de frappe effarante,



l'impérialisme n'est pas indéfectible.

Nous nous engageons, enfin, à faire de la solidarité internationale, particulièrement de la solidarité avec le Venezuela bolivarien, un point central de notre campagne électorale et utiliserons cette importante

plate-forme pour dénoncer la politique étrangère belliciste entreprise par les gouvernements libéraux et conservateurs et faire la promotion d'une politique étrangère indépendante basée sur la paix, la souveraineté et la solidarité et ce, peu importe quel sera le parti élu le 21 octobre.

### Déclaration commune des partis communistes et ouvriers sur l'aggravation des tensions et du danger d'une guerre américaine contre l'Iran

Les partis communistes et ouvriers sous-signés expriment leur vive inquiétude face aux récents développements dans le golfe Persique, qui menacent sérieusement la paix dans le monde.

Les déclarations de l'administration américaine indiquent clairement son intention de déployer tous les outils à sa disposition pour contraindre la République islamique d'Iran (IRI) à se soumettre à ses visées hégémoniques dans la région.

Ils rappellent la décision prise par l'administration Trump en mai 2018 - en désaccord complet avec l'opinion publique mondiale - de retirer les États-Unis de l'accord de 2015 sur un plan d'action global avec le gouvernement iranien. Cette décision, prise malgré les appels internationaux, y compris de la part de l'ONU, a considérablement accru les tensions dans la région et fait craindre une nouvelle guerre dévastatrice au Moyen-Orient. Ils s'inquiètent de l'imposition de sanctions économiques, bancaires et monétaires contre l'Iran, qui ont sapé son économie et entraîné la fermeture de très nombreuses usines, une chute de l'économie et une augmentation du chômage et de la pauvreté.

Les partis communistes et ouvriers condamnent fermement l'administration américaine et ses belliqueux représentants tels que Mike Pompeo et John Bolton, pour avoir provoqué la montée des tensions et lancé les menaces d'action militaire contre l'Iran, ainsi que d'avoir recours aux sanctions économiques dans le but de le soumettre le peuple iranien en l'affamant. Ils estiment en outre que ces actions ont un impact désastreux sur la lutte en cours du peuple iranien pour la paix, la souveraineté et la justice sociale, ainsi que pour les droits humains et démocratiques.

Le but de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran est de garantir la domination incontestée de l'impérialisme américain et de ses alliés dans la région. Les actions et les politiques de l'administration américaine vis-à-vis de l'Iran ont été et continuent d'être coordonnées avec celles des gouvernements israélien et saoudien.

Ils craignent qu'à moins que l'escalade actuelle d'agression de la part des États-Unis et de leurs alliés au Moyen-Orient ne soit contenue et renversée, le risque qu'une nouvelle guerre désastreuse, aux conséquences imprévisibles pour la paix et la stabilité dans la région et dans le monde, ne devienne bien réel et considérable.

Les forces éprises de paix dans le monde doivent œuvrer de concert pour promouvoir la détente et dénoncer toute intervention étrangère dans les affaires intérieures de l'Iran. L'avenir de l'Iran et de son système politique est une question qui devrait être déterminée par le peuple iranien et par lui seul. Les partis communistes et ouvriers, ainsi que toutes les forces progressistes en Iran, rejettent toute intervention étrangère dans leur pays sous quelque prétexte que ce soit.

Ils appellent toutes les forces qui militent pour la paix et le désarmement dans le monde à condamner l'administration américaine et ses alliés saoudiens et israéliens pour leur politique de confrontation avec la République islamique d'Iran, en violation de la Charte des Nations Unies.

Nous disons non aux sanctions et non à la guerre contre l'Iran! Les noms des parties signataires de cette déclaration sont disponibles sur le site : [www.solidnet.org](http://www.solidnet.org)





# 39<sup>ième</sup> CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

Par Kaoura Farlay

Des 17 au 20 mai derniers, le Parti communiste du Canada a tenu avec succès son 39<sup>ième</sup> congrès triennal à Toronto. Les délégué-e-s élus lors de congrès provinciaux et du congrès du PCQ ont débattu des politiques du Parti et élu une nouvelle direction.

Le congrès a notamment mis à jour le programme du parti. Après plusieurs mois de discussions intensives et démocratiques dans leurs clubs et les congrès provinciaux, les membres avaient soumis environ 200 amendements, ajoutés au large éventail de changements proposés par le Comité central sortant. Ces mises à jour portaient pour la plupart sur plusieurs sujets clés comme la crise environnementale mondiale provoquée par l'expansion impérialiste, les questions relatives aux femmes et aux genres, les conditions changeantes et la démographie de la classe ouvrière, la démocratie et la menace croissante du fascisme et du populisme de droite, ainsi que la lutte pour l'égalité des nations au sein de l'État canadien.

Le congrès a aussi adopté une résolution politique faisant état de la situation politique actuelle, tant au niveau international

qu'au Canada. La résolution politique qui avait également été débattue de la même façon que le programme a donné lieu à 53 propositions d'amendements supplémentaires, qui ont toutes été débattues au congrès. Le processus de définition des politiques et d'élection des dirigeant-e-s du PCC en fait le parti politique le plus démocratique du pays, donnant à tous les membres le droit de participer pleinement à la prise des décisions essentielles.

La dirigeante du parti, Liz Rowley, qui a été reconduite dans ses fonctions, a ouvert les débats le vendredi 17 mai en prononçant un discours sur les derniers développements de la scène mondiale et canadienne. En insistant sur les luttes pour la paix et la justice climatique, ainsi que pour les droits de la classe ouvrière, l'égalité et la démocratie au Canada, la dirigeante a fait le piètre bilan du gouvernement libéral Trudeau au service des entreprises capitalistes tout en mettant en garde contre la menace d'une majorité conservatrice de droite à cinq mois des élections fédérales. Elle a présenté les principaux éléments de la plate-forme électorale communiste. Le PCC souhaite présenter de 25 à 30 candidat-e-s dans les principales villes du pays.

La délégation officielle était la plus jeune et la plus diversifiée de l'histoire récente du Parti, reflétant la croissance du Parti. Près de la moitié des délégué-e-s étaient des femmes et beaucoup ont été ou sont toujours actifs dans la Ligue de la jeunesse communiste. Environ le quart des délégué-e-s étaient issus de communautés racisées et immigrées ou d'origine autochtone. Il y avait un nombre non négligeable de délégué-e-s 2SLGBTIQ, ce qui n'est pas surprenant puisque de nombreux jeunes militant-e-s radicaux s'identifient autrement qu'hommes ou femmes hétérosexuelles.

Mais il est également intéressant de noter que la grande majorité des délégués provenait de la classe ouvrière, incluant de nombreux syndicalistes actifs ou retraités. La stratégie politique du Parti communiste reste fermement ancrée dans le concept que la classe ouvrière constitue la force capable de diriger un changement social révolutionnaire, même si sa démographie et les conditions subissent des changements importants.

Le banquet du samedi soir, avec des artistes tels que Wally Brooker, Faith Nolan et Normand Raymond, ainsi que

les salutations des représentants du personnel diplomatique vénézuélien et cubain au Canada, d'un camarade du Parti communiste soudanais et de Dave Bleakney au nom du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, a été un événement marquant.

Le banquet a rendu hommage au rédacteur en chef du People's Voice, Kimball Cariou, qui quitte ce poste après plus de 26 ans et 481 numéros publiés du journal. Il continuera à travailler pour l'année prochaine avec le nouveau rédacteur en chef, l'ancien dirigeant communiste ontarien Dave McKee, qui prendra ses fonctions au début du mois de juillet.

Outre Liz Rowley, Dave McKee et Kimball Cariou, le nouveau Comité exécutif central du parti est composé du chef du Parti communiste du Québec, Pierre Fontaine, du nouveau chef ontarien Drew Garvie, du chef de la Ligue de la Jeunesse communiste, Adrien Welsh, de Jane Bouey de Colombie-Britannique et de Miguel Figueroa, l'ancien dirigeant du PCC dont le travail principal se situe maintenant avec le Congrès canadien pour la Paix.



## Pete Seeger : « Il y a un temps pour tout... sous les cieux »

Par Normand Raymond

Né le 3 mai 1919, à Manhattan, New York, dans une famille de musicologues de gauche, Pete Seeger est l'un des pionniers du renouveau de la musique folk aux États-Unis (*American folk music revival*). Ce genre musical, qui émerge autour de 1940, est l'expression d'un mouvement militant pour les droits de la personne, la paix et la justice sociale, et se traduit souvent par des chansons à contenu protestataire, composées sur des rythmes d'inspiration folklorique et populaire. Seeger fait son entrée sur scène, alors qu'il fonde le groupe les *Almanac Singers* ensemble avec Woody Guthrie, Lee Hays et Millard Lampell, et participe à la production d'un premier album en 1941. Ainsi, dès l'âge de 20 ans, armé le plus souvent de son banjo, il consacra sa vie entière à la musique, enregistrant des centaines de chansons

folkloriques et protestataires, dont quelques compositions de son cru, et produisant une quantité impressionnante d'albums solos.

Il participe également à la fondation de deux festivals de musique folk, le *Festival de folk de Newport*, cofondé avec George Wein et Albert Grossman en 1959, considéré comme l'un des premiers festivals de musique moderne aux États-Unis et le *Clearwater Festival* – de son nom officiel actuel *The Great Hudson River Revival* –, cofondé avec sa femme Toshi en 1966, un festival d'abord dédié à la protection et à la revitalisation de la rivière Hudson. Si ce chanteur légendaire n'était pas décédé le 27 janvier 2014, à l'âge de 94 ans, il aurait célébré son centième anniversaire cette année en 2019.

*If I had a hammer* est sans doute l'une des chansons les plus emblématiques de cet auteur-compositeur-interprète. Composée

en collaboration avec Lee Hays en 1949, alors qu'il faisait partie du groupe The Weavers, cette chanson qui sera interdite d'enregistrer jusqu'en 1956, par ses paroles jugées trop subversives et pour son engagement dans le Parti communiste des États-Unis, à l'époque de la chasse aux sorcières maccarthyste, se transformera peu à peu en hymne antiguerre, après avoir été reprise par des chanteurs tels que Peter, Paul and Mary, Trini Lopez, Johnny Cash et John Mellencamp, entre autres. Elle sera aussi traduite et adaptée en plusieurs langues, mais souvent au détriment des paroles, allant même jusqu'à l'interpréter sur un rythme yé-yé, la purgeant de tout sens contestataire. À cet effet, il convient cependant de souligner que la version espagnole, traduite par Victor Jara, lui rendra ses notes de noblesses, en respectant l'intention des auteurs.

À l'occasion du centenaire de sa naissance, l'influence et l'héritage de Seeger ne cesse de grandir alors que les questions sur lesquelles il a tant chanté, des luttes syndicales aux combats pour la défense de l'environnement et contre le racisme,

se font de plus en plus urgentes. Plusieurs concerts pour lui rendre hommage, tant aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde, ont déjà eu lieu depuis le début de l'année, toutefois, il en reste encore à venir d'ici la fin de l'année. Pour en connaître les dates et les lieux, veuillez consulter sur le site [www.spiritofseeger.com](http://www.spiritofseeger.com).

## Clarté

Clarté est publié par le comité Clarté et imprimé chez Hebso-Litho

Collaboration : M. Breton Fontaine, K. Cariou, K. Farlay, P. Fontaine, J.P. Fortin, R. Luxley, D. McKee, N. Raymond et A. Welsh.

### Commentaires et lettres à l'éditeur:

Rédacteur en chef: Robert Luxley, 5359, Ave. du Parc, App. C., Montréal, H2V 4G9, [pcqccc@gmail.com](mailto:pcqccc@gmail.com)

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec.

Clarté est heureux de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel. Nous nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.

## DÉFENDONS LES DROITS 2ELGBTQQIA! LUTTONS POUR UNE ÉGALITÉ COMPLÈTE ET POUR LE SOCIALISME!

Cinquante ans après le soulèvement historique de Stonewall en juin 1969, la lutte pour les droits des personnes **bispirituelles (deux-esprits), lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, en questionnement, intersexes et asexuelles** (2ELGBTQQIA) est loin d'être terminée.

La Fierté 2019 survient dans un environnement de plus en plus dangereux pour les personnes 2ELGBTQQIA. La réaction contre l'inclusion, la diversité et les droits des personnes queers, se reflète dans une escalade meurtrière d'assassinats de femmes transgenres. Le récent rapport d'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées souligne la violence persistante à l'encontre des personnes autochtones bispirituelles. Les gouvernements provinciaux conservateurs s'efforcent de saper et d'annuler les progrès réalisés en matière d'égalité après des décennies de lutte. Les politiques d'austérité néolibérales imposées par les gouvernements libéraux et conservateurs accélèrent la réduction des services publics, nuisant de manière disproportionnée aux personnes 2ELGBTQQIA et aux autres personnes marginalisées.

Le gouvernement de Doug Ford en Ontario a supprimé le programme mis à jour d'éducation sexuelle, auquel on avait ajouté les questions relatives aux personnes 2ELGBTQQIA, et des éléments d'éducation sur le « consentement » et la sécurité dans les réseaux sociaux. L'initiative «student choice» (le choix des étudiants) de Ford sapera le financement des centres et des groupes 2ELGBTQQIA sur les campus. Le nouveau gouvernement de Jason Kenney en Alberta espère de la même manière revenir sur les protections accordées aux groupes d'alliance gai-hétéro, des organisations qui ont pourtant fait leurs preuves dans la réduction du taux des suicides dans les écoles, et ce, pour tous les élèves. Au niveau fédéral, le chef conservateur Andrew Scheer a quant à lui voté contre le projet de loi C-16 qui élargit les droits et protections pour les personnes transgenres. Scheer soutient une politique de « liberté de parole sur les campus », similaire à celle de Ford, qui lie le financement public des établissements d'enseignement postsecondaire à leur volonté d'autoriser l'expression de discours haineux sur le campus.

Tout cela arrive à un moment où les personnes 2ELGBTQQIA sont déjà très marginalisées. Au Canada, 25 à 40% des jeunes sans-abri s'identifient comme 2ELGBTQQIA. Les personnes queers sont deux à quatre fois plus à risque de subir de la violence que les personnes hétérosexuelles. Les crimes motivés par la haine contre les personnes 2ELGBTQQIA au Canada sont également statistiquement plus susceptibles d'être de nature violente. Les « thérapies de conversion » sont toujours légales dans de nombreuses régions du Canada.

À l'échelle mondiale, la montée des forces d'extrême-droite et soi-disant « populistes » est alimentée par la promotion de la haine à l'endroit des femmes, des personnes immigrantes, des

communautés racisées et des personnes 2ELGBTQQIA. Alors que certains pays ont progressé vers une plus grande égalité et plus de diversité, d'autres ont au contraire adopté de nouvelles lois pour criminaliser les relations non hétérosexuelles. L'athlète sud-africaine Caster Semenya que les réactionnaires fanatiques veulent bannir des compétitions est un autre exemple. La violence anti-2ELGBTQQIA est à la hausse aux États-Unis. La redéfinition proposée par l'administration Trump du *genre* «comme une condition biologique immuable déterminée par les organes génitaux à la naissance», fait partie d'une campagne plus large visant à imposer des restrictions étroitement fondamentalistes à l'orientation sexuelle et à l'expression de genre, et à faire reculer les droits reproductifs des femmes.

La propagation de la violence et du fanatisme nous force à nous rappeler que la Fierté est née dans le militantisme et la lutte contre la violence policière dans nos communautés. La transformation de la Fierté en un défilé d'entreprises capitalistes, et la participation institutionnalisée de policiers et de militaires en uniforme à ses événements, l'ont rendue non pas plus, mais moins inclusive.

Les droits des 2ELGBTQQIA sont des droits humains. La pleine égalité pour les personnes 2ELGBTQQIA signifie gagner des réformes politiques, sociales et économiques qui garantissent une bonne qualité de vie, la liberté d'exprimer et de vivre son orientation sexuelle et son identité de genre, et qui contestent le patriarcat et les privilèges hétéro-normatifs. Cela signifie résister au pouvoir des entreprises et s'opposer à la division du travail générée du système capitaliste. L'adoption de protections juridiques et politiques complètes pour l'orientation sexuelle, l'expression et l'identité de genre, le respect de la diversité corporelle des personnes intersexuées, est urgente, afin de renforcer l'unité de la classe ouvrière et faire face à la montée de la haine et de la réaction. Seule la réalisation d'une société socialiste sans exploitation et sans oppression peut garantir pleinement l'égalité pour les personnes 2ELGBTQQIA.

### Nous demandons:

- Des protections juridiques et politiques complètes pour protéger les personnes non hétérosexuelles et la diversité d'expression de genre et assurer le respect de la diversité corporelle des personnes intersexuées ;
- Une législation sur l'équité en matière d'emploi pour les peuples autochtones, les femmes, les personnes handicapées, les personnes racisées et les personnes 2ELGBTQQIA;
- Du logement et des refuges pour jeunes sans-abri 2ELGBTQQIA, accompagnés d'une augmentation de l'aide sociale et de mesures visant le plein emploi;
- Un refuge sécuritaire pour les personnes fuyant la répression de leur pays en raison de leur identité 2ELGBTQQIA;
- Une application plus rigoureuse de la loi et des sanctions applicables aux crimes motivés par la haine et le bannissement des groupes haineux;
- La promotion des groupes de soutien aux

Suite à la page 4

## LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES MÉRITENT UN SOUTIEN COMPLET

Le rapport publié le 3 juin par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), *Réclamer notre pouvoir et notre place*, est une étonnante mise en accusation du bilan et des politiques génocidaires de l'État canadien, ainsi qu'un puissant appel à une action immédiate en faveur de la justice et de l'égalité. Le Parti communiste du Canada exprime sa solidarité avec toutes celles et ceux qui ont témoigné courageusement à l'enquête au cours des trois dernières années et appuie leurs revendications en faveur d'une véritable transformation de cette société.

Nous avons été parmi celles et ceux qui se sont joints aux demandes pour que le gouvernement fédéral lance cette enquête, afin de dévoiler au grand jour les véritables sources de la violence généralisée à l'égard des femmes et des filles autochtones et aider à trouver les moyens de mettre fin à cette brutalité. Malgré que des milliers de femmes et de filles autochtones avaient été tuées ou étaient portées disparues, ces demandes ont fait face à une résistance obstinée et à la dénégation des forces de police, des politicien-ne-s, et du système «légal», ainsi que de la plupart des médias, jusqu'à ce que ces appels pour la justice deviennent trop forts pour être ignorés. Comme la Commission Vérité et Réconciliation plus tôt cette dernière décennie, l'ENFFADA a permis de mettre en lumière le racisme profondément ancré dans la société canadienne, depuis les débuts de la colonisation européenne jusqu'à nos jours, alors que les eaux et territoires traditionnels des peuples autochtones sont occupés par de grands monopoles capitalistes des ressources énergétiques, qui génèrent des milliards de profits tandis que les véritables propriétaires du pays restent appauvris et opprimés.

Même après que les Libéraux de Trudeau furent élus en partie à cause de leur promesse de lancer l'Enquête (ENFFADA), les difficultés de ce processus étaient évidentes dès le tout début. On a empêché la Commission d'enquête d'accéder aux informations enfouies dans les dossiers des services de police et de la bureaucratie gouvernementale, rendant très difficile la connaissance du sort tragique de nombreuses femmes et filles autochtones victimes de violence au cours des dernières décennies. Le budget et le calendrier limités de la commission d'enquête l'ont empêchée de démontrer pleinement son respect à plusieurs membres de familles des femmes disparues et assassinées. Malgré ces obstacles et d'autres encore, la Commission d'enquête a entendu 2 300 témoins, principalement les familles des victimes et des survivants, et a formulé 231 recommandations spécifiques, allant du soutien aux services de police autochtones à la refonte des procédures policières en vigueur, à la modification des codes pénaux et à la réforme des services de protection de l'enfance.

Comme le souligne fort justement *Réclamer notre pouvoir et notre place*, les femmes

et les filles autochtones ont été la cible de politiques et d'actions génocidaires depuis des siècles, depuis les premières appropriations des terres autochtones traditionnelles jusqu'à l'adoption de Loi des Indiens après la Confédération, lors de la rafle des enfants autochtones durant les années 60 et les pensionnats ainsi qu'aux innombrables violations des droits de la personne, des droits des Inuits, des Métis et des Premières Nations. Comme le rapport le dit, cela a conduit «directement à l'augmentation actuelle des taux de violence, de décès et de suicides chez les populations autochtones». Malgré les lâches dénégations de certains, cette histoire de mort, de destruction et d'assimilation forcée est en effet la preuve du génocide tant physique que culturel perpétré contre les peuples autochtones, y compris les femmes et les filles, et les personnes qui s'identifient comme 2SLGBTQQIA - bispirituelles, lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers, qui s'interrogent, intersexuées et /ou asexuées - qui font face à une forme de «triple péril» de diverses formes de violence interpersonnelle et institutionnelle.

Même le premier ministre Trudeau a dû admettre que la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones «n'est pas une relique du passé au Canada». Cependant, tout en essayant de redorer son image en tant que politicien attaché à l'égalité des nations, Justin Trudeau, notre soi-disant Premier ministre «féministe», a d'abord ignoré la conclusion de l'enquête selon laquelle la violence historique et actuelle est une forme de génocide contre les femmes et les filles autochtones. Les forces de droite, y compris la plupart des grands médias, affirment que les recommandations de l'enquête sont «impossibles» à remplir, prouvant qu'aux yeux des riches, les peuples autochtones sont en quelque sorte «coûteux et gênants» et devraient tout simplement cesser d'exister, en se dissolvant dans la population générale. C'est l'esprit de celles et ceux qui bénéficient encore du privilège raciste blanc, et des énormes profits tirés de l'exploitation des terres et des ressources autochtones depuis plus de 400 ans.

Le Comité exécutif central du Parti communiste du Canada adresse ses félicitations aux membres de la Commission d'enquête et à son personnel, qui ont mené à bien cette tâche importante malgré des conditions très difficiles. Nous nous engageons à contribuer à la diffusion la plus large possible de cet important document et de ses conclusions, ainsi qu'à aider à mettre en œuvre ses recommandations.



# Vers une alliance combative contre Legault et les grands monopoles

Le Parti communiste ainsi que la Ligue de la jeunesse communiste du Québec appellent tous les mouvements démocratiques, sociaux, syndicaux et populaires à s'unir dans une alliance combative et militante contre le gouvernement réactionnaire et raciste de François Legault.

En effet, ce gouvernement présenté comme respectable, voire encensé par les grands médias du Québec, est pourtant le plus réactionnaire depuis l'époque de Duplessis et de la Grande Noirceur.

Plusieurs événements récents nous confortent dans cette idée. Dernièrement, l'emploi du bâillon parlementaire pour passer en force des lois suffit à dévoiler le caractère réel du gouvernement CAQ, c'est-à-dire d'un gouvernement qui méprise les droits fondamentaux lorsque ceux-ci entrent en contradiction avec les intérêts des grands monopoles.

Tant le projet de loi 9 que celui de la loi 21 sur la laïcité visent à créer une division entre Québécois-es « pure laine », c'est-à-dire Canadien-nes français-es catholiques, et celles et ceux qui sont issus d'une immigration plus récente, souvent racisés, et de confessions religieuses différentes. Nombreux sont celles et ceux qui – y compris au sein de la gauche – n'hésitent pas à appuyer ces mesures au nom d'une unité nationale québécoise factice.

Or, cette unité nationale que prônent ces nationalistes revient à unir les travailleur-euses du Québec avec leurs exploitateur-trices. Si dans certains cas comme au cours d'une lutte de libération nationale ou au cours d'une lutte antifasciste, cet appel pourrait faire du sens, dans une situation comme celle du Québec actuel, qui fait déjà partie du club sélect des nations impérialistes avec ses grandes entreprises du Québec.inc, comme Jean Coutu, Couche-Tard, Bombardier ou Québecor, cet appel ne peut être que réactionnaire, surtout quand le danger ne vient pas de l'étranger, mais de la classe dirigeante du Québec elle-même.

En plus de s'attaquer aux immigrant-es,

le gouvernement CAQ s'en prend aussi aux travailleur-euses en général – les deux questions n'étant d'ailleurs pas déconnectées. La loi Uber, qui institutionnalise un peu plus la précarité d'emploi ne représente pas seulement une attaque contre les chauffeurs de taxi (dont une grande partie est d'origine immigrante) mais aussi et surtout contre tous ceux et celles qui essaient de se sortir des marges de l'économie et qui aimeraient accéder à des emplois stables, syndiqués et de qualité.

Cette position contre les travailleur-euses est également attestée par la position honteuse prise par le chef du gouvernement dans le dossier de l'aluminerie de Bécancour où celui-ci s'est rangé du côté patronal.

Le gouvernement Legault ne fait que commencer dans le démantèlement du soi-disant « modèle québécois » et la casse de nos services sociaux chèrement acquis. Dans les mois à venir, soyons prêt-e-s à différentes attaques sur les CPE sous prétexte des maternelles 4 ans, au démantèlement des commissions scolaires, échelon important de la démocratie locale, voire la mise à mal du système d'accréditation syndicale.

De surcroît, alors qu'il est impératif de nous mobiliser contre la CAQ et son gouvernement réactionnaire, nous devons également prendre en compte les dangers qui nous guettent lors des élections fédérales prochaines. Alors que plusieurs gouvernements conservateurs ont été élus dans différentes provinces, voire à travers le monde, au cours des derniers mois, il serait un euphémisme de dire que la droite populiste a le vent dans les voiles.

Les Conservateurs fédéraux, tout comme Maxime Bernier, nous feraient régresser à une époque où rien ne faisait obstacle à la toute puissance des patrons. Les Libéraux, parmi les responsables du marasme actuel ne valent pas mieux avec leurs promesses non tenues auprès des peuples et nations autochtones et des personnes soucieuses de l'environnement. Le NPD,

un parti qui n'accepte les demandes populaires que dans la mesure où celles-ci sont inoffensives aux yeux des grandes entreprises, n'est en rien une alternative populaire, certainement pas auprès des Québécois-es d'ailleurs. En effet, ce parti n'accepte les revendications démocratiques du Québec que lorsque celles-ci ne s'attaquent pas à la fédération canadienne.

De la même façon, le Bloc québécois, parti fédéral qui a bénéficié des auspices du Québec à cause de la question nationale, n'est en rien une option favorable puisqu'il ne propose qu'une réponse nationaliste à la question nationale. N'oublions pas que lors des dernières élections fédérales, le Bloc n'a pas hésité à appuyer les Conservateurs dans leur manœuvre islamophobe et raciste visant à monter en épingle un faux débat au sujet des femmes musulmanes voilées et de leur droit de vote.

Nous, communistes, espérons que la lutte contre le gouvernement Legault saura générer au Québec, une alliance antimonopoliste et anti-impérialiste qui soit en mesure à la fois de combattre l'hypocrisie de Trudeau, du danger que présente le Parti conservateur, et la perfidie du NPD ou du Bloc québécois – deux partis qui se disent, parfois, progressistes tout en étant fondamentalement nationalistes.

Il ne fait aucun doute que les masses populaires et la jeunesse du Québec sont à la croisée des chemins. Alors que la plupart des partis politiques se préparent aux élections fédérales en enchaînant promesses sur promesses, le Parti communiste, quant à lui, appelle à la lutte non seulement dans les urnes, mais surtout dans les rues, car nous sommes confiant-e-s que seule la mobilisation permet des gains devant les grandes entreprises et leurs principaux représentant-e-s politiques, dont François Legault et les partis fédéraux à la solde de la classe dirigeante dont le Parti libéral et le Parti conservateur.

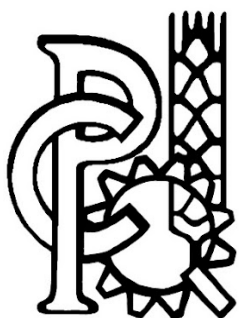


Suite de la page 3

- personnes 2ELGBTQQIA dans les écoles publiques et des programmes d'éducation sexuelle inclusifs;
- L'augmentation du financement des programmes d'équité en emploi;
- Le respect des droits des personnes transgenre;
- Une interdiction fédérale des « thérapies de conversion »;
- La fin du financement public des écoles religieuses;
- Une réglementation plus efficace dans les logements sociaux et les établissements de soins pour mettre fin aux mauvais traitements et à la discrimination envers les personnes âgées 2ELGBTQQIA;
- La fin de la distinction sur l'âge du consentement lorsqu'il s'agit de relation non hétérosexuelle
- Supprimer l'interdiction des dons de sang des personnes gaies et transgenre;

### Continuons le combat!

- Construisons une solidarité active avec tous les membres de la communauté 2ELGBTQQIA, y compris ceux et celles qui sont marginalisés à cause du racisme, de la pauvreté, du sexisme, de la transphobie et du capacitisme!
- Renforçons la lutte globale contre les politiques d'austérité et le pouvoir des entreprises capitalistes;
- Combattons la répression policière, la brutalité et le meurtre des personnes 2ELGBTQQIA, et des communautés autochtones et racisées du monde entier!
- Rejetons le «pink washing» comme moyen de justifier le militarisme, l'agression et la guerre!



**PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC, SECTION DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA**

5359, AVENUE DU PARC  
MONTRÉAL, H2V 4G9  
PCQPCC@GMAIL.COM  
WWW.FACEBOOK.COM/  
PCQ1965/

WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA



## Clarté

Un journal pour le peuple, pas pour les profits!  
6 numéros pour 25\$

NOM: \_\_\_\_\_  
ADRESSE: \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C" 5359 Ave du Parc, Montreal, H2V 4G9 Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"



### PEOPLE'S VOICE

NEWS FOR PEOPLE  
NOT FOR PROFITS!

\$30 pour 1 an     \$50 pour 2 ans  
 Revenu modeste: \$15 pour 1 an

NOM: \_\_\_\_\_  
ADRESSE: \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_

Envoyez à: PEOPLE'S VOICE,  
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 3J1

abonnez-vous à *Rebel-Youth*, la revue bilingue de la Ligue de la jeunesse communiste du Canada!

Toute l'info sur [www.ycl-ljc.ca](http://www.ycl-ljc.ca)